

L'activité régionale dans l'économie du Québec : une synthèse

Valérie Barrette et Henri-Claude Joseph
Direction des statistiques économiques et sociales

INTRODUCTION

Dans le prolongement du double processus d'intégration des données statistiques régionales d'une part, et de leur exploitation pour mieux suivre l'état du développement des régions d'autre part, *le présent texte* – qui couvre la période **1999-2003** en général et l'année **2003** en particulier – esquisse la situation économique régionale, établie grâce à deux agrégats principaux : d'abord, l'activité et la structure économiques et, ensuite, le marché du travail.

Le chapitre « **Activité et structure économiques** » projette un éclairage en plongeant sur quatre indicateurs clés : la main-d'œuvre de production, les permis de bâtir, les immobilisations et l'activité manufacturière, tandis que le chapitre « **Marché du travail** » porte sur l'emploi et le taux d'emploi, ainsi que sur le chômage et le taux de chômage.

Enfin, **des cartes et des tableaux**, placés à la fin du texte, illustrent l'évolution de plusieurs variables et leur importance interrégionale.

L'ACTIVITÉ ET LA STRUCTURE ÉCONOMIQUES

Activité et main-d'œuvre employée à la production nationale

Mesuré à l'aune de la population active occupée, *entre 1999 et 2003*, le secteur de la production **de biens** connaît des fluctuations sensibles aussi bien à l'échelle québécoise qu'à l'échelle infrarégionale et interrégionale. Ainsi, **en 2003**, contrairement à l'année 2002 qui montrait des hausses à ce chapitre, **huit** régions subissent des diminutions, toutes plus importantes que celle **du Québec** (– 1,3 %), notamment l'Abitibi-Témiscamingue (– 7,4 %), Montréal (– 7,3 %), Laval (– 7,1 %), la Côte-Nord et le Nord-du-Québec (– 5,7 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (– 3,6 %), la Capitale-Nationale (– 3,0 %) et la Montérégie (– 2,5 %). À l'inverse, se distinguent par leurs fortes augmentations des régions telles que l'Estrie (+ 8,8 %), la Mauricie (+ 6,3 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 5,9 %) et l'Outaouais (+ 5,3 %).

Toujours dans le secteur de la production **de biens** et entre **1999 et 2003**, on observe une croissance dans l'ensemble **du Québec** (+ 0,9 % en moyenne) et dans **13** régions, particulièrement l'Estrie (+ 4,8 %), le Centre-du-Québec

(+ 3,9 %), la Mauricie et Lanaudière (+ 3,6 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 2,7 %), de même que l'Outaouais et la Chaudière-Appalaches (+ 2,6 %).

Par contre, dans le secteur de la production **de services** qui, **en 2003**, en est à sa onzième hausse annuelle d'emplois d'affilée **au Québec** (+ 2,6 %), seules les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec accusent un recul évident (– 11,2 %), suivies de loin par la Montérégie (– 0,3 %) et l'Estrie (– 0,1 %). D'ailleurs, **neuf** régions se situent au-dessus de la moyenne québécoise (+ 2,6 %), à savoir la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 7,1 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 6,5 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,4 %), les Laurentides (+ 5,0 %), l'Outaouais (+ 4,9 %), Montréal (+ 4,3 %), le Centre-du-Québec (+ 4,2 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 3,3 %) et Laval (+ 3,2 %).

Il en va de même de la période **1999-2003**, à la seule différence que le positionnement des régions varie, et ce, d'autant plus que le Bas-Saint-Laurent, orienté nettement à

la hausse (+ 6,5 %) par rapport à 2002, se trouve pourtant en baisse (- 0,4 %) sur une base annuelle moyenne et relégué pas très loin de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec (- 1,0 %). À l'opposé, **huit** régions font encore mieux que le Québec (+ 2,5 %), particulièrement la Capitale-Nationale (+ 3,8 %) et la Chaudière-Appalaches (+ 3,7 %), ensuite Montréal (+ 2,9 %), la Montérégie (+ 2,8 %), l'Outaouais et les Laurentides (+ 2,7 %), de même que le Centre-du-Québec et Lanaudière (+ 2,6 %).

En guise de résumé...

En somme, en **2003**, d'une part, à peine **6** des **17** régions administratives voient s'accroître **l'emploi** à la fois dans la production **de biens** et dans la production **de services**, par rapport et à 2002 et à 1999 : l'Outaouais, les Laurentides, le Centre-du-Québec, Lanaudière, la Mauricie, ainsi que la Chaudière-Appalaches. D'autre part, seules les **trois** premières de cette courte liste dépassent la moyenne québécoise. Dans les **11** autres régions, l'évolution de l'emploi fluctue, exception faite de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec où il ne fait que décroître, indépendamment de la période et du secteur de production comparés.

Activité et projets de construction autorisés

La valeur **des permis de bâtir, tous secteurs confondus**, continue de s'apprécier au cours de ces années, malgré la persistance de baisses de régime de certains secteurs dans quelques régions. Ainsi, **en 2003**, tandis que cette valeur se contracte, en regard de 2002, au Centre-du-Québec (- 0,3 %), en Abitibi-Témiscamingue (- 5,0 %), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 6,1 %) et au Nord-du-Québec (- 22,2 %), elle fait plus que tripler sur la Côte-Nord et continue d'accélérer en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 70,6 %). De fait, elle s'accroît de 17,0 % **au Québec** et davantage dans les régions de Lanaudière (+ 19,7 %), du Bas-Saint-Laurent (+ 22,5 %), de l'Estrie (+ 24,5 %), de la Capitale-Nationale comme de la Mauricie (+ 25,9 %), en plus de Laval (+ 30,1 %). Quant aux **cinq** autres régions, elles varient positivement, mais sous la moyenne (+ 17,0 %) : la Montérégie (+ 16,5 %), Montréal (+ 14,8 %), l'Outaouais (+ 10,7 %), les Laurentides (+ 7,2 %) et la Chaudière-Appalaches (+ 6,0 %).

Fait notable, *le secteur institutionnel* se révèle le seul à tirer de l'arrière **au Québec** (- 11,0 %) et dans la majorité des régions, alors qu'il parvient à plus que doubler à Laval (+ 104,5 %), à presque doubler au Bas-Saint-Laurent (+ 86,4 %) et à réussir un peu moins dans les **quatre** autres régions : le Nord-du-Québec (+ 39,8 %), l'Estrie (+ 32,5 %), la Montérégie (+ 19,0 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 7,8 %).

Quant à la valeur des permis de bâtir *du secteur industriel*, elle régresse dans la majorité des régions, tandis qu'elle s'élève **au Québec** (+ 11,6 %), en se trouvant multipliée au moins par 30 en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, par

26 sur la Côte-Nord, par 2,8 en Outaouais, par 2,3 au Saguenay-Lac-Saint-Jean et presque par 2 en Mauricie. Par contre, les baisses, encore plus diversifiées, prennent place entre - 1,4 % dans la Capitale-Nationale et - 89,9 % au Nord-du-Québec, en passant par - 6,6 % à Laval, - 10,5 % dans les Laurentides, - 24,5 % en Montérégie, - 30,2 % à Montréal et - 41,5 % au Bas-Saint-Laurent.

D'ailleurs, au cours de la période **1999-2003**, durant laquelle **la valeur totale** des permis de bâtir bondit de 14,2 % en moyenne **au Québec**, celle *du secteur industriel* est la seule à reculer (- 4,1 %), alors qu'elle s'élève de 108,4 % en moyenne en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de 106,7 % sur la Côte-Nord, de 23,4 % au Nord-du-Québec et, dans une moindre mesure, à Laval (+ 7,9 %), en Mauricie (+ 13,3 %), et dans Lanaudière comme au Bas-Saint-Laurent (+ 2,7 %).

Toujours durant ces années **1999-2003**, dans *le secteur institutionnel*, seulement le Centre-du-Québec, l'Abitibi-Témiscamingue et Lanaudière voient chuter la valeur de leurs permis de 24,3 %, de 17,8 % et de 2,8 % respectivement, alors que celle-ci grimpe rapidement **au Québec** (+ 13,7 %) et un peu moins en Montérégie (+ 9,6 %), en Mauricie (+ 9,0 %), en Chaudière-Appalaches (+ 5,9 %), au Nord-du-Québec (+ 4,5 %), dans la Capitale-Nationale (+ 4,3 %), au Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 3,5 %) et en Outaouais (+ 1,5 %). En outre, elle bondit de 40 % environ en Estrie et en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, de plus de 30 % sur la Côte-Nord, de plus de 20 % à Montréal et dans les Laurentides et de plus de 15 % à Laval et au Bas-Saint-Laurent.

Pourtant, le secteur le plus important par la valeur des projets autorisés **en 2003** reste *le secteur résidentiel* qui, à l'échelle **du Québec**, constitue quelque 65 % de la valeur totale des permis. Ne subissant qu'une seule réduction régionale (- 11,5 % au Saguenay-Lac-Saint-Jean), il dépasse de 24,7 % **au Québec** par rapport à 2002 et encore plus dans Lanaudière (+ 54,3 %), en Mauricie (+ 43,9 %), à Montréal (+ 37,2 %), sur la Côte-Nord (+ 34,5 %), au Bas-Saint-Laurent (+ 34,0 %), à Laval (+ 32,1 %), dans la Capitale-Nationale (+ 27,6 %), en Estrie (+ 25,9 %) et en Abitibi-Témiscamingue (+ 25,3 %). La progression est moins vélocité dans les régions de l'Outaouais (+ 24,0 %), de la Montérégie (+ 23,4 %), de la Chaudière-Appalaches (+ 14,5 %), du Centre-du-Québec (+ 9,0 %), du Nord-du-Québec (+ 5,7 %), des Laurentides (+ 5,4 %) et de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 0,8 %).

Quant au secteur commercial, situé juste après le résidentiel par ordre d'importance, la valeur de ses permis de bâtir **en 2003** monte dans **14** régions, mais plus **qu'au Québec** (+ 11,8 %) en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 13,1 %), au Bas-Saint-Laurent (+ 15,7 %), au Centre-du-Québec (+ 18,6 %), à Laval (+ 28,4 %), en Estrie (+ 37,4 %), dans la Capitale-Nationale (+ 38,6 %), dans Lanaudière (+ 46,8 %), en Chaudière-Appalaches (+ 63,8 %), au

Nord-du-Québec (+ 73,5 %) et en Abitibi-Témiscamingue où elle progresse de plus du double. En dessous de la moyenne québécoise se classent le Saguenay-Lac-Saint-Jean (+ 3,8 %), la Montérégie (+ 4,9 %), la Mauricie (+ 6,6 %) et Montréal (+ 6,9 %). À l'opposé se trouvent les Laurentides (- 10,1 %), la Côte-Nord (- 16,2 %) et l'Outaouais (- 32,6 %).

Par contre, durant la période **1999-2003**, ce secteur ne connaît que croissance, tant au Québec (+ 8,7 % en moyenne) que dans les **huit** régions au-dessus de cette moyenne et dans les **neuf** régions en dessous. En tête des **huit** régions viennent Laval où la valeur des permis de bâtir du secteur commercial s'élève de plus de 30 % et la Chaudière-Appalaches où elle monte de plus de 20 %, suivies de l'Abitibi-Témiscamingue (+ 19,0 %) et de Lanaudière (+ 18,8 %), sans oublier la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 13,8 %), l'Outaouais (+ 9,9 %), le Centre-du-Québec (+ 9,8 %) et la Montérégie (+ 9,3 %). Quant aux **neuf** régions, la liste mentionne la Capitale-Nationale (+ 8,2 %), les Laurentides (+ 7,6 %), le Nord-du-Québec (+ 7,5 %), l'Estrie (+ 7,4 %), la Mauricie (+ 2,0 %) et la Côte-Nord (+ 0,8 %).

En guise de résumé...

En gros, en **2003**, que ce soit en regard de 2002 ou de 1999, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine n'accuse aucune diminution de la valeur de ses **permis de bâtir**, peu importe le secteur analysé. Pourtant, à la fois **au Québec** et dans les autres régions, les secteurs institutionnel et industriel varient à la baisse, le premier, par rapport à 2002 et dans 10 régions, le deuxième, par rapport à 1999 et également dans 10 régions. Quant au secteur commercial, il ne recule qu'en regard de 2002 et dans trois régions - l'Outaouais, la Côte-Nord et les Laurentides -, tandis que le secteur résidentiel croît dans toutes les régions.

Activité et investissements en immobilisation

En 2004, le **Québec** prévoit augmenter ses immobilisations (+ 5,2 %), de même que **14** régions dont **8** au-dessus de la moyenne. En **2003**, selon les données réelles provisoires, les immobilisations s'accroissent **au Québec** (+ 5,5 %) et dans **10** régions dont **5** au-dessus de la moyenne. Il s'agit de la Côte-Nord (+ 44,8 %), du Nord-du-Québec (+ 41,5 %), de la Mauricie (+ 38,5 %), de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 8,2 %) et de la Montérégie (+ 6,8 %). Viennent ensuite Montréal (+ 5,3 %), la Capitale-Nationale (+ 4,0 %), la Chaudière-Appalaches (+ 3,0 %), le Saguenay-Lac-Saint-Jean tout comme l'Abitibi-Témiscamingue (+ 2,9 %). À l'opposé se placent les Laurentides (- 0,1 %), Lanaudière (- 0,3 %), l'Estrie (- 0,5 %), le Centre-du-Québec (- 2,4 %), Laval (- 5,9 %), le Bas-Saint-Laurent (- 6,0 %) et l'Outaouais (- 12,0 %).

Toujours en 2003, les immobilisations *du secteur primaire* qui, **au Québec**, ne représentent que 2,7 % du

total, se révèlent les seules à décroître (- 18,6 %) parmi les quatre secteurs, une troisième année de suite et dans toutes les régions, sauf à Montréal (+ 10,8 %) et en Outaouais (+ 2,1 %). Quant aux trois autres secteurs (secondaire, tertiaire et résidentiel), ils affichent tous une hausse **au Québec**, comme sur la Côte-Nord et en Mauricie.

Ainsi, les immobilisations *du secteur secondaire*, soit 13,1 % du total **en 2003**, s'apprécient de 6,5 % **au Québec**, de 9,5 % en Outaouais et se trouvent multipliées presque par 2 au Saguenay-Lac-Saint-Jean, presque par 3 sur la Côte-Nord et au-delà de 2 en Mauricie. Pour sa part, le secteur le plus important en matière d'immobilisations, c'est-à-dire *le secteur tertiaire* ou 51,1 % du total, varie positivement **au Québec** (+ 1,4 %) et dans une faible majorité de régions dont **sept** au-dessus de la moyenne, soit le Nord-du-Québec (+ 53,2 %), la Côte-Nord (+ 28,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 23,8 %), la Mauricie (+ 18,7 %), la Montérégie (+ 9,0 %), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 8,7 %), Montréal (+ 5,0 %) et, en bas, le Centre-du-Québec (+ 0,9 %) et la Chaudière-Appalaches (+ 0,6 %).

Quant au *secteur du logement*, le deuxième en importance, compte tenu de sa part de 33,2 % du total des immobilisations, il progresse **en 2003** dans l'ensemble des régions et, une cinquième année de suite, **au Québec** (+ 15,1 %).

Ainsi, la période couvrant les années **1999-2003** présente un bilan contrasté. En effet, la croissance annuelle moyenne de 5,7 % des immobilisations totales **du Québec** s'explique par les résultats exceptionnels de seulement deux secteurs, le résidentiel (+ 17,0 %) et le tertiaire (+ 4,5 %), tandis que chutent les immobilisations des secteurs primaire (- 12,0 %) et secondaire (- 3,4 %).

À l'échelle régionale, l'Estrie mise à part (+ 3,0 %), les **12** autres régions, caractérisées par la hausse de leurs immobilisations totales, affichent une croissance supérieure à la moyenne (+ 5,7 %). D'abord, elles s'élèvent de quelque 20 % dans Lanaudière (+ 20,7 %), sur la Côte-Nord (+ 19,7 %) et au Nord-du-Québec (+ 17,7 %), alors qu'elles montent rapidement aussi en Chaudière-Appalaches (+ 11,8 %), à Laval (+ 11,4 %), dans la Capitale-Nationale (+ 11,1 %), en Outaouais (+ 10,6 %), en Montérégie (+ 9,4 %), dans les Laurentides (+ 8,9 %), en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 8,1 %), en Abitibi-Témiscamingue (+ 6,9 %) et en Mauricie (+ 6,8 %). En ce qui concerne les secteurs, particulièrement le tertiaire et le résidentiel, **15** des **17** régions enregistrent une progression des immobilisations, supérieure à la moyenne du côté du tertiaire dans **11** régions et, du côté du résidentiel, dans seulement **4** régions. Par contre, en ce qui a trait aux deux autres secteurs, à peine **deux** régions, Montréal et l'Abitibi-Témiscamingue, montrent des gains du côté du primaire et seulement **six** régions, du côté du secondaire, notamment la Côte-Nord, la Mauricie, le Nord-du-Québec, Lanaudière, la Chaudière-Appalaches et Laval.

En guise de résumé...

Dans l'ensemble, au chapitre **des immobilisations**, seulement la Côte-Nord et la Mauricie suivent la tendance **du Québec** qui, en **2003** comparativement à 2002, montre l'augmentation du total et de trois secteurs contre le repli du secteur primaire. Dans le même temps, le Nord-du-Québec aurait pu être cité, mais la hausse du secteur secondaire demeure anecdotique, tandis qu'à Montréal, c'est le secteur primaire qui fait des gains et non le secteur secondaire. Cependant, en regard de 1999, l'année **2003** se caractérise **au Québec** par un accroissement des immobilisations totales, généré par seulement deux secteurs. **Six** régions font mieux que le Québec, en affichant une croissance de leurs immobilisations stimulée par trois secteurs, tandis que **sept** régions suivent la tendance québécoise.

Activité et secteur manufacturier

En **2001**, année des données manufacturières régionales les plus récentes, **le Québec** compte quelque 15 200 **établissements**, dont 55,5 % dans le secteur des biens durables. Ces 15 200 établissements sont concentrés à plus de 60 % dans **quatre** régions : Montréal (32,5 %), la Montérégie (17,0 %), la Chaudière-Appalaches (7,1 %) et la Capitale-Nationale (6,3 %). Cependant, sous l'angle **du ratio des expéditions par établissement**, le positionnement régional change de façon perceptible, de sorte que Montréal descend au 6^e rang avec un ratio de 9 559 920 dollars, derrière la Chaudière-Appalaches (10 191 170 \$) et, surtout, le Nord-du-Québec qui, classé dernier quant au nombre d'établissements, occupe cependant le 1^{er} rang grâce à un ratio de 30 921 200 \$. De même, la Montérégie, en 2^e place par le nombre d'établissements, se situe environ au 8^e rang par son ratio de 9 040 210 \$, tout comme la Capitale-Nationale, 4^e quant au nombre d'établissements, mais 14^e quant à son ratio de 5 735 730 \$, d'ailleurs très inférieur au ratio moyen de 8 675 101 \$ d'expéditions par établissement **au Québec**.

Pour ce qui est des *expéditions manufacturières totales au Québec*, évaluées à 131,8 milliards de dollars en **2001**, 52,7 % proviennent des livraisons de biens durables. Sur le plan régional, la concentration des établissements à plus de 60 % dans **quatre** régions se vérifie aussi à propos des expéditions totales, à une exception près. En effet, Montréal (35,8 % des expéditions québécoises), la Montérégie (17,7 %) et la Chaudière-Appalaches (8,3 %) conservent les **trois** premières positions, mais les Laurentides (4,7 %) prennent le 4^e rang devant la Capitale-Nationale, reléguée à la 8^e place (4,2 %). Dans la même optique, l'Estrie, 7^e du côté

des établissements, se classe 5^e en fait d'expéditions et, mieux encore, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, 11^e par son nombre d'établissements, arrive 6^e au chapitre des expéditions.

Par ailleurs, l'ordre de l'importance régionale se modifie de manière encore plus évidente à la lumière des résultats du calcul **du ratio des expéditions** de chaque région comparées à la taille de sa main-d'œuvre employée exclusivement à la production manufacturière. Ainsi, compte tenu d'une valeur de 298 283 \$ de livraisons par employé en **2001**, Montréal glisse en 8^e position, loin derrière l'Abitibi-Témiscamingue qui, avec 491 907 \$, occupe la 1^{re} place, même si elle ne se trouve qu'à la 13^e place quant à la valeur de ses expéditions. Immédiatement après Montréal suit la Montérégie, avec 291 269 \$, tout juste au-dessus de la moyenne québécoise de 287 254 \$, alors que la Chaudière-Appalaches tombe à la 12^e place par son ratio de 268 739 \$. Pour sa part, précédant immédiatement Montréal, la région des Laurentides recule au 7^e rang avec son ratio de 316 730 \$, tout de même supérieur à celui de 280 883 \$ de la Capitale-Nationale, repoussée à la 11^e position. Il en est de même de l'Estrie, 5^e par la valeur totale de ses expéditions, mais 15^e par son ratio de 224 341 \$. La situation est encore plus frappante au vu des statistiques de la Côte-Nord qui, avec un ratio de 439 509 \$, trône au 2^e rang, alors qu'elle n'apparaît qu'à la 14^e place quant à la valeur totale de ses expéditions. Dans le même temps, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, 6^e par ses expéditions totales, arrive 3^e avec un ratio de 389 854 \$, et le Nord-du-Québec se range 4^e avec un ratio de 372 994 \$, malgré sa 16^e place du côté des expéditions totales, tout comme le Bas-Saint-Laurent se hisse au 5^e rang grâce à son ratio de 347 137 \$, en dépit de sa 11^e position au tableau des expéditions totales.

En guise de résumé...

En gros, plusieurs régions – en tête de liste quant au nombre de leurs établissements ou quant à la valeur totale de leurs expéditions – perdent quelques rangs, sur la base du ratio de ces expéditions évaluées par établissement manufacturier ou par employé de production manufacturière. De fait, mis à part le ratio de 138 990 \$ de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine – région régulièrement en fin de liste, quel que soit l'indicateur d'activité manufacturière –, les ratios les plus faibles et, de surcroît, inférieurs à la moyenne, concernent bien des régions habituellement mieux classées telles que la Capitale-Nationale, Lanaudière, Laval ou l'Estrie. Ces éléments traduisent l'effet de la structure industrielle régionale et la faible intensité en main-d'œuvre des entreprises des régions qui affichent des ratios élevés.

LE MARCHÉ DU TRAVAIL

Emploi et taux d'emploi

En **2003**, **le Québec** compte quelque 3,65 millions

d'**emplois**, dont 18,4 % à *temps partiel*. Contrairement à la situation observée habituellement sur le plan démographique, l'ordre de l'importance régionale varie, de façon

marquée, lorsqu'il s'agit de la part relative des emplois à **temps plein** et à *temps partiel*. Ainsi, Montréal, la Montérégie, la Capitale-Nationale, les Laurentides et Lanaudière, qui occupent les **cinq** premières places par leur contingent total d'emplois, se trouvent aux 10^e, 8^e, 9^e, 7^e et 14^e rangs quant à leur proportion régionale de postes à **temps plein**. D'ailleurs, à ce chapitre de la proportion de postes à **temps plein**, parmi les 17 régions administratives, **8** se situent sous la moyenne québécoise (81,6 %), notamment Montréal (81,4 %), la Capitale-Nationale (81,5 %), Lanaudière (81,0 %), l'Estrie (81,1 %), sans oublier le Saguenay-Lac-Saint-Jean (77,8 %). Par contre, le Centre-du-Québec domine avec 84,1 %, suivi de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec, avec 83,4 % et l'Outaouais, avec 83,0 %.

Dans les faits, en **2003**, l'emploi total augmente au **Québec** (+ 1,6 %) en raison de la progression beaucoup plus rapide des postes à *temps partiel* (+ 4,7 %) que des postes à **temps plein** (+ 0,9 %). Il monte dans toutes les régions, sauf en Montérégie (- 0,9 %), ainsi que sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec (- 9,6 %). D'ailleurs, ces mêmes régions sont, avec Montréal (- 0,1 %) et Laval (- 1,5 %), les seules à subir des baisses de l'emploi à **temps plein**, soit respectivement de 2,4 % et de 9,2 %. Du côté de l'emploi à *temps partiel*, encore la Côte-Nord et le Nord-du-Québec accusent des pertes (- 10,6 %), sans oublier les Laurentides (- 8,4 %), le Centre-du-Québec (- 3,4 %), la Capitale-Nationale (- 6,1 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 1,5 %).

Ainsi, entre **1999 et 2003**, la proportion de postes à **temps plein** dans l'emploi total se contracte au Québec (- 1,5 point de pourcentage) et dans la grande majorité des régions, au profit de l'emploi à *temps partiel*. Les seules exceptions sont le Centre-du-Québec (+ 3,7 points), la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et la Capitale-Nationale (+ 0,8 point), tandis que les Laurentides, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec restent stables.

À vrai dire, durant cette période, l'emploi total au **Québec** s'élève de 2,1 % en moyenne, soit de 1,6 % pour ce qui est des postes à **temps plein** et de 4,4 % en matière de postes à *temps partiel*. Seules les régions de la Côte-Nord et du Nord-du-Québec subissent une réduction de l'emploi total (- 1,7 %), résultat de la décroissance des postes aussi bien à temps plein (- 1,7 %) qu'à temps partiel (- 1,4 %). Quant aux autres régions, elles n'affichent que des hausses d'emploi durant la période, sauf le Bas-Saint-Laurent (- 0,1 %) pour ce qui est de l'emploi à temps plein et le Centre-du-Québec (- 2,1 %) en ce qui a trait à l'emploi à temps partiel.

Chômage et taux de chômage

Conséquemment, en **2003**, comparativement à 2002, le nombre de chômeurs augmente au **Québec** (+ 8,7 %) et dans une dizaine de régions. En effet, il ne bouge pas au Bas-Saint-Laurent et en Estrie, alors qu'il chute dans **cinq**

régions, à savoir la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 17,0 %), les Laurentides (- 10,0 %), l'Abitibi-Témiscamingue (- 7,4 %), la Chaudière-Appalaches (- 4,3 %) et la Mauricie (- 4,2 %).

Dans le même temps, le **taux de chômage** avance de 0,5 point, en **2003, au Québec**, en remontant au-dessus de 9 % pour la première fois depuis 1999. Toutefois, **neuf** régions présentent un taux en dessous de la moyenne et, particulièrement, **cinq** de ces taux régionaux sont plus bas qu'en 2002. Il s'agit des taux dans les Laurentides (- 1,0 point), en Chaudière-Appalaches (- 0,4 point), en Estrie et en Outaouais (- 0,2 point).

De même, entre **1999 et 2003**, le **nombre de chômeurs** en **2003** s'accroît au **Québec** (+ 1,6 % en moyenne), tandis qu'il régresse dans quelque **10** régions, et de façon prononcée en Abitibi-Témiscamingue, dans la Capitale-Nationale, sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec, ainsi qu'en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

Pour sa part, durant la même période, le **taux de chômage** descend, tant au **Québec** (- 0,2 point) que dans les régions. Les baisses les plus rapides concernent l'Abitibi-Témiscamingue (- 3,5 points) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (- 3,3 points), mais leurs taux encore élevés de chômage de 9,9 % et de 17,5 % respectivement demeurent les deux pôles entre lesquels se situent toutes les régions ayant un taux de 10 % et plus, c'est-à-dire le Bas-Saint-Laurent, la Mauricie, Montréal, le Saguenay-Lac-Saint-Jean, ainsi que la Côte-Nord et le Nord-du-Québec.

Parallèlement, **neuf** régions enregistrent un **taux d'emploi** au-dessus de la moyenne québécoise (60,0 %) en **2003** et assorti d'un écart plutôt marqué en Chaudière-Appalaches et en Montérégie (+ 4,1 points), dans les Laurentides (+ 3,0 points), de même qu'en Outaouais et dans Lanaudière (+ 2,8 points). En regard de 2002, il varie à la hausse au Québec (+ 0,5 point) et dans **sept** de ces **neuf** régions, les deux exceptions étant la Montérégie (- 1,2 point) et Laval (- 0,4 point).

Par comparaison avec 1999, le taux d'emploi progresse tant au **Québec** (+ 3,0 points) que dans les régions, sauf sur la Côte-Nord et au Nord-du-Québec (- 2,7 points). Plus particulièrement, **trois** régions connaissent une rapidité notable de la croissance de leurs taux, soit la Chaudière-Appalaches et la Capitale-Nationale (+ 6,3 points), de même que le Centre-du-Québec (+ 5,6 points), mais les deux dernières se signalent par leur ascension vigoureuse qui les propulse maintenant au-dessus de la moyenne du Québec, alors qu'elles se trouvaient bien en dessous en 1999.

En guise de résumé...

Dans l'ensemble, de ces quelques indicateurs sur la main-d'œuvre, il ressort que la contribution régionale au dynamisme du marché du travail est inégalement proportionnelle

à l'importance du poids démographique. En effet, les régions, qui occupent les premières places quant à leur bassin numérique de main-d'œuvre ou à leur niveau d'emploi ou à la force quantitative de leur population active, cèdent régulièrement leur rang à des régions souvent moins peuplées, dans le tableau comparatif des rythmes de progression

et d'autres valeurs relatives. Ainsi, la Chaudière-Appalaches domine largement Montréal ou la Montérégie ou la Capitale-Nationale en **2003**, qu'il s'agisse de proportion d'emplois à temps plein ou de durée moyenne du chômage ou de rythme de création d'emplois en général et, particulièrement, d'emplois à temps plein.

CONCLUSION

À la lumière de ces statistiques régionales, plutôt axées sur l'activité économique, leurs variations par rapport à 1999 et à 2002 permettent de distinguer, **d'une part**, une diffusion généralisée à l'ensemble des régions de la croissance observable au Québec et, **d'autre part**, un rétrécissement perceptible de l'écart entre les régions elles-mêmes quant à leur importance et à leur positionnement dans la structure économique du Québec.

De fait, l'activité économique régionale connaît des mouvements d'intensité fort variable selon les paramètres considérés et sans égard à la taille démographique. Ainsi, par exemple, au tableau **des ratios de tertiarisation** durant les années **1999-2003**, l'écart négatif le plus grand par rapport à la moyenne québécoise (-18,3 points en 2000) diminue de plus de 1 point de pourcentage en **2003**, mais l'écart positif le plus élevé (+ 11,7 points en 2001) fléchit aussi d'environ 1 point. Sous le même angle, l'écart interrégional maximum, soit de 29,7 points en 2000 entre la Capitale-Nationale et le Centre-du-Québec, se réduit à 27,9 points en **2003**. Un autre exemple probant vient de la **valeur des permis de bâtir** industriels, en décroissance par rapport à 1999 dans ce seul secteur **au Québec** et

dans plusieurs régions dont Montréal ou le Saguenay-Lac-Saint-Jean, elle croît sensiblement à Laval et davantage sur la Côte-Nord ou en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine.

De même, dans le cas **des immobilisations** effectuées durant la période, Montréal et le Bas-Saint-Laurent sont à l'inverse **du Québec** qui, pour sa part, progresse rapidement dans le sillage des régions telles que Lanaudière ou la Côte-Nord. **Quant à l'activité manufacturière**, que les expéditions soient ventilées par employé ou par établissement, des régions telles que l'Abitibi-Témiscamingue ou la Côte-Nord ou le Nord-du-Québec mènent largement devant les régions d'envergure industrielle comme Montréal ou la Montérégie.

En somme, de l'analyse de ces quelques indicateurs se dégage au moins une constante. En effet, des régions telles que Montréal, Laval ou la Capitale-Nationale – presque toujours en première position, peu importe **la donnée globale** considérée dans ce texte – perdent cependant plusieurs rangs et, souvent, au profit des régions-ressources, lorsque la comparaison interrégionale se fait sur la base de cette même donnée, mais relativisée en fonction de la taille de la région.

Tableau 2
Marché du travail, quelques indicateurs choisis, régions administratives, Québec

Région administrative	Emploi total					Emploi à temps plein				
	1999	2000	2001	2002	2003	1999	2000	2001	2002	2003
	k									
Le Québec	3357,4	3437,7	3474,5	3592,7	3649,9	2791,6	2856,4	2877,4	2950,8	2978,1
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	33,5	34,5	33,7	35,2	36,8	27,3	27,7	28,1	28,6	30,3
Bas-Saint-Laurent	86,9	81,8	88,4	82,7	87,9	71,7	68,1	73,2	68,3	71,4
Capitale-Nationale	286,0	292,5	302,7	322,7	326,5	230,9	239,8	238,9	258,4	266,1
Chaudière-Appalaches	180,4	188,8	192,9	200,9	205,3	153,3	158,6	161,0	164,9	168,9
Estrie	132,0	137,3	137,5	142,3	146,7	107,3	112,9	114,5	115,1	119,0
Centre-du-Québec	96,0	100,8	100,6	105,7	108,7	77,2	82,9	84,6	87,8	91,4
Montérégie	645,7	670,4	668,6	702,3	695,7	538,3	553,6	558,0	582,7	568,6
Montréal	818,4	824,1	843,4	865,8	880,8	693,5	691,3	703,3	718,0	717,3
Laval	166,5	173,9	173,6	178,1	179,1	142,9	148,3	146,3	150,5	148,2
Lanaudière	184,4	187,8	187,7	202,3	206,5	154,4	157,6	155,2	165,0	167,2
Laurentides	225,9	233,4	236,1	238,3	248,2	185,4	194,0	195,4	189,4	203,4
Ouataouais	150,3	156,5	158,6	159,3	167,2	128,1	135,5	133,8	136,0	138,8
Abitibi-Témiscamingue	65,9	68,5	66,0	66,6	67,8	53,7	56,6	53,9	55,2	55,2
Mauricie	109,7	110,1	109,7	114,2	117,8	87,7	88,5	89,7	90,5	93,5
Saguenay-Lac-Saint-Jean	122,2	124,0	123,3	121,2	124,9	95,4	97,1	98,0	94,7	97,2
Côte-Nord & Nord-du-Québec	53,5	53,3	51,6	55,2	49,9	44,6	43,9	43,3	45,8	41,6

Source : Statistique Canada, *Enquête sur la population active (EPA)*.

Tableau 1

Statistiques principales de l'activité manufacturière, régions administratives, Québec, 2001

Région administrative	Nombre d'établiss.	Nombre d'employés à la production	Valeur des expéditions manufactur.	Salaires à la production	Établiss. région/ Québec	Employés région/ Québec	Expéditions région/ Québec	Salaires région/ Québec	Expéditions/ Emploi	Expéditions/ Établissement
	n		k\$				%			\$
01 Bas-Saint-Laurent	345	8 246	2 862 495	244 822	2,3	1,8	2,2	1,7	347 137	8 297 087
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	436	14 532	5 665 355	609 207	2,9	3,2	4,3	4,1	389 854	12 993 933
03 Capitale-Nationale	954	19 481	5 471 890	631 651	6,3	4,2	4,2	4,3	280 883	5 735 734
04 Mauricie	495	15 868	4 489 272	526 085	3,3	3,5	3,4	3,6	282 914	9 069 236
05 Estrie	718	26 796	6 011 448	780 776	4,7	5,8	4,6	5,3	224 341	8 372 490
06 Montréal	4 934	158 134	47 168 653	4 932 848	32,5	34,5	35,8	33,4	298 283	9 559 922
07 Outaouais	203	5 629	1 823 980	219 652	1,3	1,2	1,4	1,5	324 033	8 985 123
08 Abitibi-Témiscamingue	177	5 261	2 587 924	211 029	1,2	1,1	2,0	1,4	491 907	14 621 040
09 Côte-Nord	94	5 537	2 433 561	264 491	0,6	1,2	1,8	1,8	439 509	25 888 947
10 Nord-du-Québec	20	1 658	618 424	82 128	0,1	0,4	0,5	0,6	372 994	30 921 200
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	131	3 669	509 956	70 178	0,9	0,8	0,4	0,5	138 990	3 892 794
12 Chaudière-Appalaches	1 079	40 918	10 996 270	1 138 062	7,1	8,9	8,3	7,7	268 739	10 191 168
13 Laval	701	15 015	2 788 810	430 318	4,6	3,3	2,1	2,9	185 735	3 978 331
14 Lanaudière	699	14 433	3 276 361	456 638	4,6	3,1	2,5	3,1	227 005	4 687 212
15 Laurentides	823	19 600	6 207 917	631 220	5,4	4,3	4,7	4,3	316 730	7 543 034
16 Montérégie	2 575	79 921	23 278 537	2 785 833	17,0	17,4	17,7	18,9	291 269	9 040 209
17 Centre-du-Québec	807	24 072	5 592 603	735 793	5,3	5,2	4,2	5,0	232 328	6 930 115
Le Québec	15 191	458 770	131 783 456	14 750 731					287 254	8 675 101

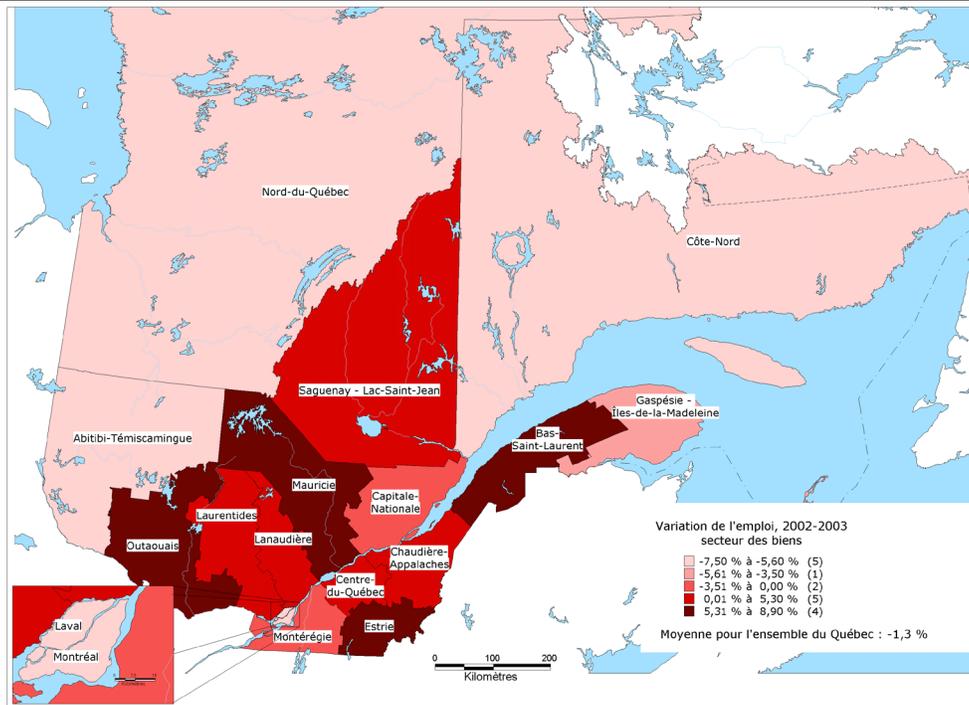
Source : Statistique Canada, *Enquête annuelle des manufactures*, 2004.

Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, 2004.

Emploi à temps partiel					Taux de chômage						Région administrative
1999	2000	2001	2002	2003	1998	1999	2000	2001	2002	2003	
k					%						
565,8	581,3	597,2	641,9	671,8	10,3	9,3	8,4	8,7	8,6	9,1	Le Québec
6,2	6,8	5,6	6,6	6,5	22,0	20,8	20,0	20,1	21,1	17,5	Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine
15,2	13,7	15,2	14,4	16,5	13,6	10,2	10,3	11,0	10,7	10,1	Bas-Saint-Laurent
55,1	52,6	63,8	64,3	60,4	9,6	9,2	8,7	8,3	6,5	7,2	Capitale-Nationale
27,1	30,3	31,9	36,0	36,4	6,6	6,9	6,1	6,5	6,5	6,1	Chaudière-Appalaches
24,7	24,3	23,0	27,2	27,7	10,1	8,7	7,8	7,3	7,8	7,6	Estrie
18,8	18,0	16,0	17,9	17,3	9,9	9,4	8,8	9,7	7,9	9,0	Centre-du-Québec
107,5	116,8	110,6	119,6	127,1	7,6	8,2	6,6	6,7	7,1	7,6	Montérégie
124,9	132,8	140,1	147,7	163,4	11,6	9,6	9,5	10,0	9,7	11,5	Montréal
23,7	25,6	27,3	27,6	31,0	8,4	8,2	6,4	7,2	8,5	8,8	Laval
30,0	30,2	32,5	37,3	39,4	10,7	8,9	7,2	7,2	7,6	8,7	Lanaudière
40,6	39,4	40,7	48,9	44,8	9,7	8,2	7,3	7,6	8,1	7,1	Laurentides
22,2	21,0	24,8	23,4	28,4	11,0	8,1	7,1	8,0	7,9	7,7	Outaouais
12,2	11,9	12,1	11,4	12,7	15,0	13,4	11,7	12,2	10,8	9,9	Abitibi-Témiscamingue
22,0	21,6	20,0	23,7	24,2	12,2	11,5	11,0	11,7	11,1	10,4	Mauricie
26,8	26,9	25,3	26,5	27,7	14,3	11,5	10,4	11,4	12,0	11,7	Saguenay-Lac-Saint-Jean
8,9	9,3	8,4	9,4	8,4	14,0	14,4	12,6	13,1	10,8	13,7	Côte-Nord & Nord-du-Québec

Figure 1

Variation de l'emploi, secteur des biens, régions administratives, Québec, 2002-2003

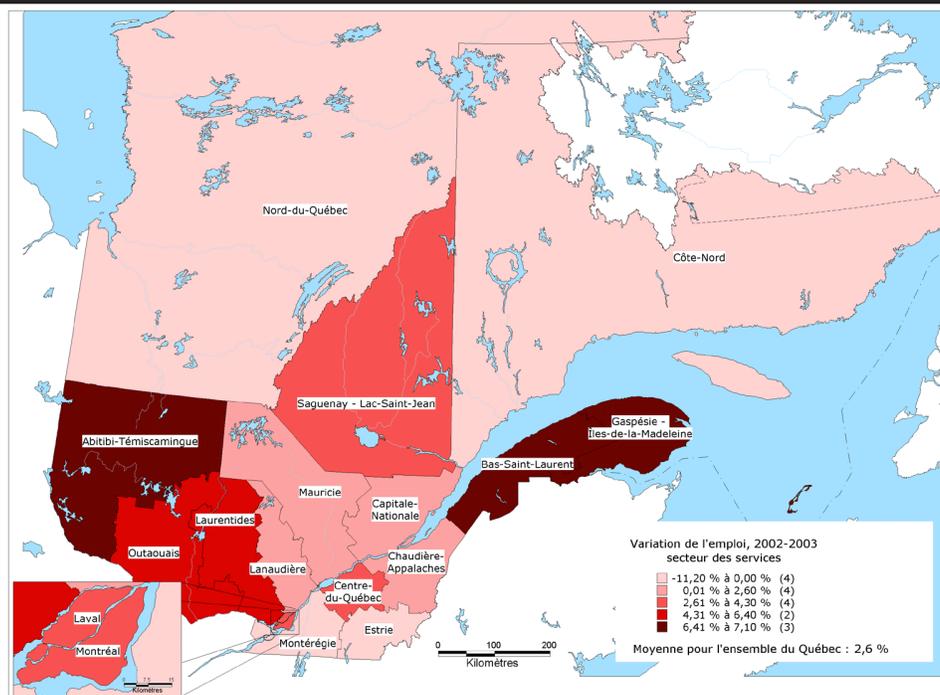


Note : Les données de l'EPA concernent le Nord-du-Québec et la Côte-Nord réunis.

Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, *Enquête sur la population active (EPA)*.

Figure 2

Variation de l'emploi, secteur des services, régions administratives, Québec, 2002-2003

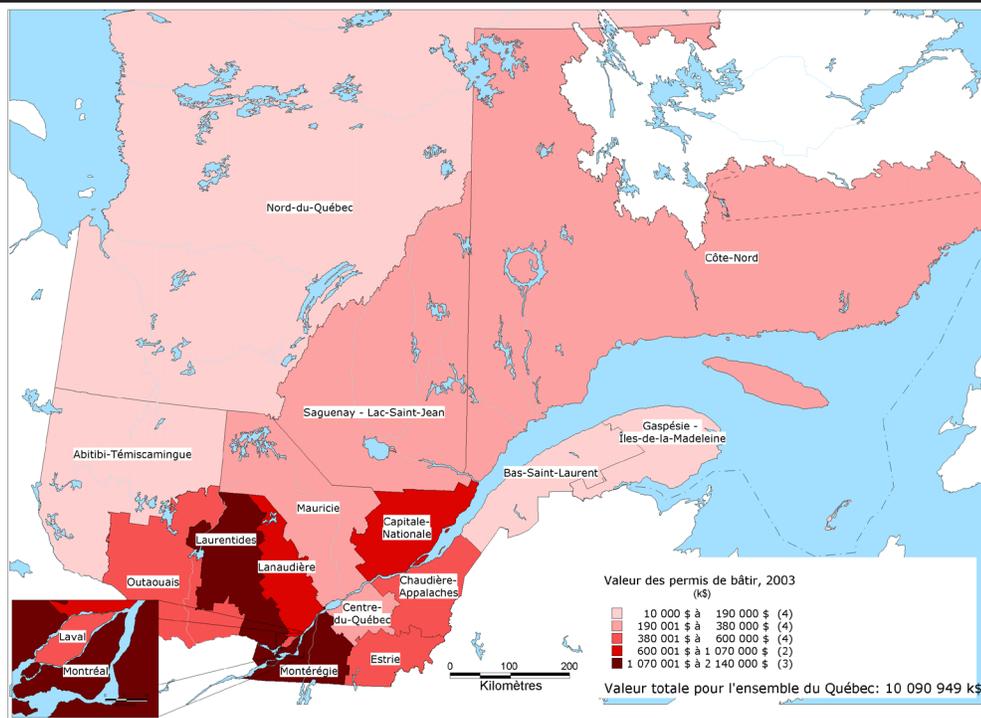


Note : Les données de l'EPA concernent le Nord-du-Québec et la Côte-Nord réunis.

Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, *Enquête sur la population active (EPA)*.

Figure 3

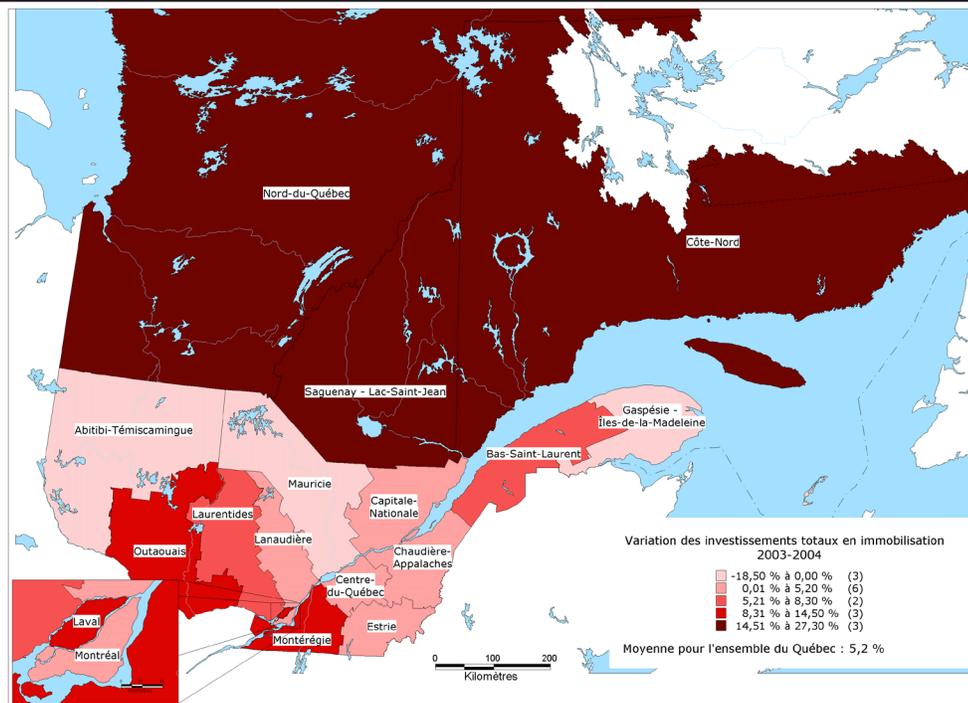
Valeur des permis de bâtir, régions administratives, Québec, 2003



Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, *Enquête sur les permis de bâtir*.

Figure 4

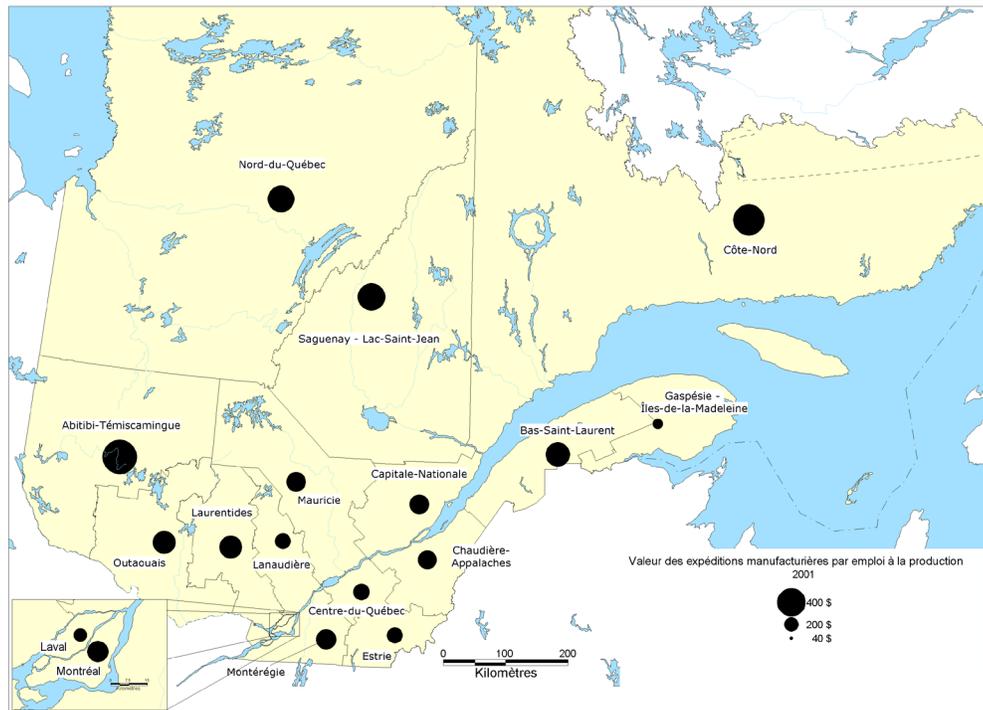
Variation des investissements totaux en immobilisation, régions administratives, Québec, 2003-2004



Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, *Enquête sur les permis de bâtir*.

Figure 5

Valeur des expéditions manufacturières par emploi à la production, régions administratives, Québec, 2001

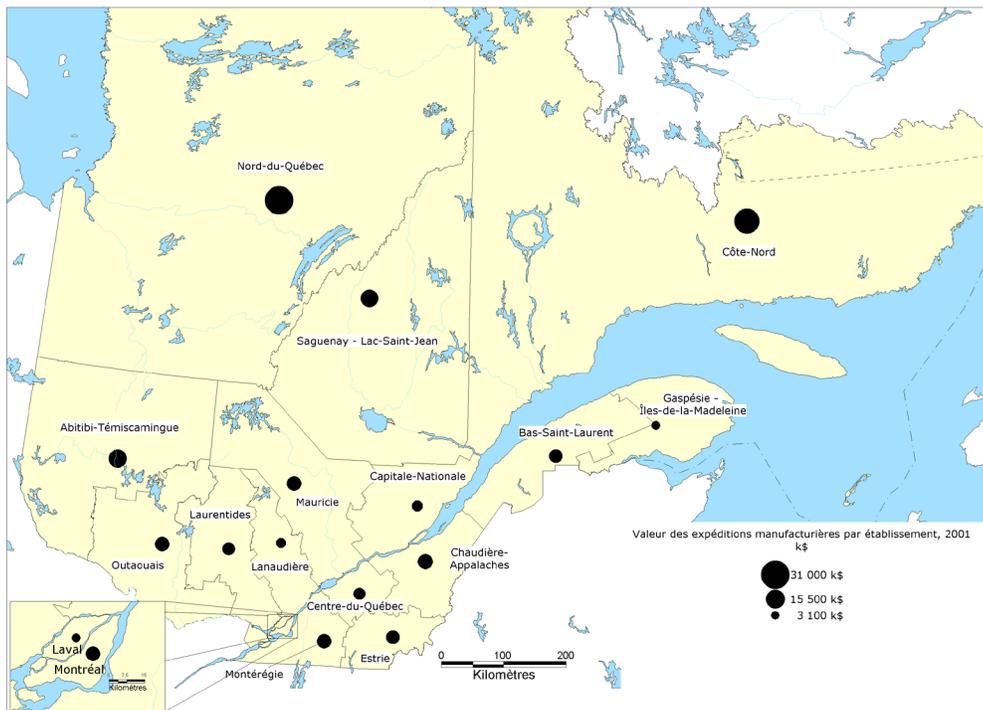


Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, Enquête annuelle des manufactures, 2004.

Compilation: Institut de la statistique du Québec.

Figure 6

Valeur des expéditions manufacturières par établissement, régions administratives, Québec, 2001



Sources : Ministère des Ressources naturelles, de la Faune et des Parcs.
Statistique Canada, Enquête annuelle des manufactures, 2004.

Compilation : Institut de la statistique du Québec.